



## Antisocial

# La TVA... vous avez dit : "sociale" ?

▣ **La TVA, la CSG ou autre : Derrière la tromperie « sociale » des mots, la réalité : un cadeau au patronat et aux riches, payé par la population !**

**C**omment est-il possible de nommer la TVA de... « sociale » ? Il s'agit, et de loin, de l'impôt le plus antisocial qui existe, pour une simple et bonne raison : le milliardaire paye la même somme que le smicard. C'est dire que la TVA pèse de manière très forte sur les maigres revenus d'un salarié, d'un sans-emploi, d'un retraité, et pinups, nada, que dalle, chez les riches.

Cette TVA antisociale « étudiée » par le gouvernement a fait la une de la presse pendant des semaines. TVA ? CSG ? Les deux ? Le gouvernement a prévu d'annoncer des mesures d'ici la fin du mois...

La TVA antisociale a pour but de supprimer tout ou partie des cotisations sociales patronales, conquête de nos aïeux, pour les faire payer à la population. Le Medef applaudit, forcément, puisqu'il s'agit de la énième mesure visant à exonérer les patrons du versement des cotisations !

Le versement des cotisations patronales est (faut-il dire était ?) un infime élément de la répartition des richesses créées par tous. Infime car insuffisant, mais trop probablement pour ceux qui vivent dans le luxe sans regarder la misère des autres.

Bien entendu, pour faire passer la pilule, il fallait, comme pour les taxes aux vertus prétendument écologiques, enrober cette arnaque de première, d'un « contenu ».

Cette TVA est donc présentée comme l'assurance multirisque à tout à la fois : résorber les déficits publics et/ou sociaux, améliorer la compétitivité des entreprises, contre les délocalisations, transfert neutre pour le pouvoir d'achat des ménages etc...



Notons, dès le départ, la tromperie argumentaire : les profits des patrons et des actionnaires disparaissent comme par enchantement, dilués dans un faitout où ce serait « le travail et l'entreprise » qui seraient gagnants, pas les profits de ceux qui s'engraissent !

C'est bien connu : faisons payer aux salariés et aux plus pauvres ce que payaient les riches ; ce sera forcément pour leur bien !

En vérité, l'argument du coût du travail trop élevé, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, occulte le fait que le coût du travail est identique sauf qu'en France les cotisations sociales garantissent une sécurité sociale solidaire alors qu'en Allemagne le coût des systèmes privés pèse sur le pouvoir d'achat des ménages.

Cette mesure n'aura qu'un seul effet, comme l'ont montré toutes les expériences passées, celui de l'augmentation des prix. Les employeurs en profiteront pour augmenter leur taux de marge et les dividendes aux actionnaires. Tous les consommateurs seront touchés, qu'ils achètent des biens produits en France ou importés.

L'argument anti délocalisation est tout aussi fallacieux. Le différentiel de salaire avec les pays de l'Europe centrale ou de la Chine est tel que ce n'est pas une baisse de quelques points de cotisations patronales qui changera cette situation. La TVA sociale ne répond à aucun des objectifs affichés.

Ce gouvernement poursuit en réalité sa politique de cadeaux au patronat et aux riches qui assèche les finances publiques. Un projet aux antipodes de la justice fiscale et à l'opposé du partage des richesses.